

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036 - 59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RUBIS TERMINAL DUNKERQUE**

Port 2205 - 2205 Route du Môle 5

59140 DUNKERQUE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\  
RUBIS\_TERMINAL\_DUNKERQUE\_Mole\_V\_Depot\_Dunkerque\_070.00790\2\_Inspections\2022\_03\_15\_insp\_bitume\

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement RUBIS TERMINAL DUNKERQUE implanté Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 – 59140 DUNKERQUE. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France pour l'année 2022.

La société Rubis Terminal Dunkerque a déposé, le 03 mars 2022, un dossier de porter-à-connaissance pour modifier son stockage de bitume. Une inspection a donc été réalisée afin de contrôler le respect des prescriptions en vigueur sur le stockage actuellement autorisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RUBIS TERMINAL DUNKERQUE
- Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 – 59140 DUNKERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0007000790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Filiale du groupe Rubis, Rubis Terminal Dunkerque est spécialisée dans le stockage de produits liquides en vrac, dont des produits pétroliers, chimiques, agro-alimentaires, etc. Rubis Terminal emploie 260 personnes en France, dont 43 sur les 2 sites dunkerquois.

Le dépôt du Môle 5 est un dépôt multi-produits : produits pétroliers (fuel, gazole), agro-chimiques (oléagineux, mélasse, engrais liquides, soude), et styrène, goudrons, bitumes ... La capacité globale de stockage du dépôt est de l'ordre de 330 000 m<sup>3</sup>.

Le dépôt est implanté sur le Môle 5 du Port Est de Dunkerque, entre les darses n°5 et 6. Il est relativement éloigné des zones urbanisées.

La partie Est du dépôt est réservée aux produits agro-chimiques. La partie Ouest du dépôt est affectée au stockage des produits pétroliers, soude et engrais liquides.

Le site du Môle 5 exploité par RUBIS TERMINAL DUNKERQUE est réglementé par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2020.

L'établissement est à ce jour classé à autorisation Seveso Seuil Haut au titre des stockages de produits relevant des rubriques 4734, 4330, 4331, 4510, 4511, 1436 de la nomenclature ICPE, la quantité totale cumulée pouvant atteindre 284 390 t en liquides inflammables et/ou hydrocarbures.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- stockage de bitume

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage de bitume	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art. 9.8.1	/	Sans objet
poste de chargement bitume	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 9.8.2	/	Sans objet
fluide caloporteur	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 9.8.3	/	Sans objet
réentions	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 8.4.1.1	/	Sans objet
émissions de COV du poste de chargement	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 3.2.1.2	/	Sans objet
Auto-surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 10.2.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions relatives au stockage de bitume ayant fait l'objet du contrôle sont respectées.

## 2-4) Fiches de constats

## Nom du point de contrôle : Stockage de bitume

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art. 9.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de bitume est réalisé : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans une cuvette de rétention équipée d'un ou plusieurs détecteurs H2S déclenchant une alarme sonore et visuelle en local et en salle de supervision. Le nombre, l'emplacement et les seuils de déclenchement des détecteurs sont justifiés dans un document tenu à disposition de l'inspection de l'environnement. L'exploitant dispose d'une consigne précisant la conduite à tenir en cas de déclenchement,</li><li>- à une température d'environ 170°C. Chaque bac est équipé d'une sonde de température. Le dépassement de la température de consigne engendre une alarme sonore et lumineuse en local et en salle de supervision et l'arrêt du système de réchauffage ;</li><li>- dans des bacs calorifugés équipés de sondes de niveau dont l'atteinte du niveau très haut arrête le remplissage du bac par fermeture automatique des vannes et génère une alarme sonore et lumineuse en local et en salle de supervision. L'exploitant dispose d'une consigne précisant la conduite à tenir en cas de déclenchement,</li></ul>
<b>Constats :</b> A ce jour, le site exploite 3 bacs de bitume (bacs n° 38 ; 40 et 42). Ces 3 bacs sont situés dans la même cuvette de rétention (la cuvette 8 ter qui comprend la cuvette 7 et les cuvettes 8 et 8 bis). La cuvette 7 contenait auparavant un bac de gasoil (GO) et les cuvettes 8 et 8 bis des bacs de fuel lourd.  Vu le plan des détecteurs H2S <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 détecteur sous le poste de chargement</li><li>- 2 pour les cuvettes 8 et 8bis</li><li>- 3 pour la cuvette 7</li></ul> soit 6 détecteurs au total Le seuil est fixé à 5 ppm, en cas de dépassement une sirène et un flash lumineux se déclenchent au niveau du local électrique du stockage de bitume. Il y a également un report en salle de supervision (au niveau des bureaux).  Lors de la visite des installations, la présence des détecteurs H2S a été constatée au niveau du poste de chargement bitume et dans le cuvette de rétention n°7.  Vu la consigne CPS 39 DK (indice 5 – version du 07/02/2022) et son annexe : qui reprend l'emplacement des détecteurs H2S, les seuils fixés et la consigne à tenir (quitter la zone, sortir du site et donner l'alerte).  Sonde de température : la température dépend du grade de bitume (à ce jour des bitumes stockés à 160 °C et d'autres à 170 °C) Vu la consigne CPE 11 DKM (indice 7 – version du 18/10/2019) la température du bitume peut aller jusqu'à 180 °C en théorie, mais dans les faits elle est de 170 °C au maximum. En cas de dérive de la température (> 180°) l'opérateur doit fermer le circuit de réchauffage et prévenir la direction.  Les bacs sont calorifugés (robes et toits pour les 3 bacs ainsi que le fond pour le bac 40). L'exploitant précise que, pour le nouveau projet, les bacs seront aussi calorifugés robes, toit et fond.  L'exploitant indique que les bacs sont équipés de détecteurs de niveau haut (NH) et de niveau très haut (NTH). Ces détecteurs sont repris dans la consigne des NH et NTH (vu le document référencé LIS/DK/12 – version du 28/01/2022). Le NH déclenche une alarme, le NTH ferme les vannes pied de bac. Le NTH est calculé pour tenir compte de la quantité maximale de produit autorisée dans la cuvette de rétention par l'arrêté préfectoral. Les données de hauteur et remplissage sont reprises sur la supervision.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** poste de chargement bitume

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 9.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'un poste de chargement bitume en dôme. Les émissions de COV canalisées des postes de chargement bitume respectent les dispositions de l'article 3.2.1.2 L'exploitant réalise et tient à disposition de l'inspection de l'environnement les résultats des mesures réalisées en cheminée du poste de chargement pour chaque famille de bitume stockée. Le poste de chargement est équipé d'un détecteur de H2S déclenchant une alarme sonore et visuelle en local et en salle de supervision. L'exploitant dispose d'une consigne précisant la conduite à tenir en cas de déclenchement,
<b>Constats :</b> Le chargement du bitume se fait en dôme . Le poste est constitué d'une passerelle avec 2 pistes de chargement. Aujourd'hui le site accueille au maximum 30 camions/jour.  Vu les résultats d'autosurveillance des COV depuis 2019 réalisés par l'APAVE (1 camion le 14/10/2019 – 5 camions le 17/09/2020 – 5 camions le 27/09/2021). Les résultats sont supérieurs à 110 mg/Nm3 mais le flux est très inférieur à 2 kg/h. Vu les résultats du screening fait sur les COV le 27/09/2021 : aucun COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié n'a été détecté.  Détection H2S : cf point de contrôle « Stockage de bitume » Vu la consigne pour le poste de chargement bitume (elle précise le risque H2S et la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'alarme.)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : fluide caloporteur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 9.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fluide caloporteur est utilisé à une température inférieure de 30°C minimum à sa température de point éclair. La température est régulée par un thermostat qui arrête le chauffage si la température du fluide dépasse ce seuil. Le chauffage est également arrêté : - en cas de pression trop haute dans le circuit du fluide caloporteur, - en cas d'atteinte du niveau minimum dans le vase d'expansion. Le système de réchauffage du bitume est équipé de récupération de la chaleur des vapeurs de fumée pour le réchauffage continu de l'eau sur le site.
<b>Constats :</b> Vu la fiche de données de sécurité (FDS) du fluide caloporteur (point éclair ou FP > 220 °C ) sur la FDS – l'exploitant a fait une analyse complémentaire qui donne FP > 230 °C. La température de consigne de 170°C au maximum pour le bitume dans les cuves. Le fluide caloporteur est à 200 °C maximum en sortie de chaudière (vu la consigne au niveau de la chaudière).  Le vase d'expansion comporte un évent libre : aucune montée en pression n'est possible Il y a une surveillance du seuil haute pression dans la chaudière et une surveillance du delta P dans la chaudière : en cas de dérive, cela entraîne l'arrêt de la chaudière. Il existe un automate dédié pour la chaudière. Existence NTB et NTH dans le vase d'expansion (les niveaux sont rentrés dans l'automate et son disponibles en visuel sur place)  L'exploitant précise l'absence de système récupération de chaleur sur les vapeurs de fumée : en effet, il n'y a pas d'utilisation pour cette chaleur sur le site.
<b>Observations :</b> La prescription relative à la récupération de chaleur des fumées est inadaptée et sera supprimée à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 8.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<b>Constats :</b> Les bacs contenant le bitume sont situés dans la cuvette 8 ter. Cette cuvette a un volume de 7 826 m <sup>3</sup> . La densité du bitume est de 1,05  Le bac 38 a une capacité maximale de 2 800 t (soit, un volume de 2 666 m <sup>3</sup> ) Le bac 40 a une capacité maximale de 2 800 t (soit, un volume de 2 666 m <sup>3</sup> ) Le bac 42 a une capacité maximale de 6 500 t (soit, un volume de 6 190 m <sup>3</sup> ) soit un volume total cumulé de 11 522 m <sup>3</sup> - 50 % de ce volume total représente 5 761 m <sup>3</sup>  La cuvette 8 ter a bien un volume supérieur à 100 % du plus grand bac et à 50 % du volume total.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : émissions de COV du poste de chargement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 3.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) : a) Si le flux horaire total est supérieur à 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration de l'ensemble des composés des émissions canalisées est de 110 mg/Nm <sup>3</sup> . b) Pour le cas des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : si le flux horaire total des composés organiques de ces substances dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/Nm <sup>3</sup> . En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés par ce point, la valeur limite de 20 mg/Nm <sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à ce point et une valeur de 110 mg/Nm <sup>3</sup> , exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés des émissions canalisées. c) Pour les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68 : - concernant les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm <sup>3</sup> en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés ; - concernant les émissions des composés organiques volatils halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou étiquetés R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm <sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés.
<b>Constats :</b> Vu les résultats des mesures réalisées en 2019, 2020 et 2021. Le flux de COV totaux est systématiquement inférieur à 2 kg/h, la valeur de 110 mg/Nm <sup>3</sup> n'est donc pas applicable. Le screening réalisé a montré l'absence : - de COV listés à l'annexe III - de produits comportant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F - de composés halogénés comportant les mentions de danger H341 ou H351
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2020, article Art 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des émissions de COV au poste de chargement bitume est réalisée annuellement dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations et pour des qualités de bitume reconnues comme étant les plus émettrices.
<b>Constats :</b> Vu les résultats des analyses des COV qui sont réalisées tous les ans depuis que le site stocke du bitume (2019)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

2- 5) Autres constats

Lors de la visite des installations, l'inspection avait remarqué la présence de 2 GRV contenant des liquides dangereux qui n'étaient pas sur rétention. L'exploitant a très rapidement fait le nécessaire et a transmis à l'inspection les photographies justifiant que les 2 GRV avaient été placés sur rétention. Aucune suite administrative ni pénale n'est donc proposée.